



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement, du Fonds  
des Nations Unies pour la population  
et du Bureau des Nations Unies  
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale  
29 mars 2019  
Français  
Original : anglais

**Session annuelle de 2019**

30 mai, 3-4 et 6-7 juin 2019, New York

Point 11 de l'ordre du jour provisoire

**Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets**

**Rapport annuel de la Directrice exécutive**

*Résumé*

Nous sommes fiers de présenter le premier rapport annuel du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) sur son plan stratégique 2018-2021, qui est aussi son troisième rapport annuel établi conformément aux normes de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. Créée par l'UNOPS en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Pacte mondial des Nations Unies, l'Initiative mondiale aide les organisations à établir leur bilan en matière de viabilité.

En 2018, l'UNOPS a aidé les Nations Unies à faire face à des crises humanitaires dévastatrices, à exécuter des projets de développement essentiels et à promouvoir ces priorités que sont la paix et la sécurité dans des pays aussi divers que le Bangladesh, le Ghana, le Guatemala, l'Iraq et le Yémen. Les services offerts par l'UNOPS ont fait l'objet d'une demande constante et, pour la troisième année consécutive, nous avons constaté une augmentation du volume de l'appui que nous apportons directement aux gouvernements, lequel représente aujourd'hui plus du tiers de notre portefeuille de projets. L'UNOPS a appuyé des projets qui ont généré plus de 5 millions de jours de travail rémunéré pour les populations locales de plus de 80 pays, dont 2,3 millions ont été effectués par des femmes. Nos activités dans le secteur de l'infrastructure ont englobé la construction de plus de 1 514 kilomètres de routes, 104 écoles, 9 hôpitaux et 114 dispensaires. Les achats effectués auprès de fournisseurs locaux se sont élevés à un total de près de 420 millions de dollars, ce qui a simultanément atténué leur impact sur l'environnement en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et apporté une contribution directe aux économies nationales concernées.

Au total, les prestations de l'UNOPS ont dépassé 1,9 milliard de dollars, et avec plus de 11 000 personnes sous contrat travaillant directement pour l'UNOPS et ses partenaires, nous avons pu mettre nos compétences techniques et notre efficacité au service du système de développement mondial. L'UNOPS a continué d'améliorer son fonctionnement et, fort de son plan stratégique 2018-2021, est bien placé pour



intensifier son appui au Programme de développement durable à l'horizon 2030, aux États Membres et aux populations qu'ils représentent.

*Éléments de décision*

Le Conseil d'administration voudra peut-être : a) saluer la contribution que l'UNOPS a apportée en 2018 aux résultats opérationnels des gouvernements, des Nations Unies et des autres partenaires en mettant à leur disposition des services d'appui à la gestion efficaces et des compétences techniques spécialisées efficaces, renforçant ainsi la capacité de mise en œuvre d'initiatives en faveur du développement durable ; b) saluer les progrès accomplis dans l'exécution du plan stratégique de l'UNOPS pour 2018-2021 ; c) prendre note du rapport annuel contenant les recommandations du Corps commun d'inspection et des progrès accomplis dans l'application de celles qui concernent l'UNOPS ; et d) prendre note des progrès réalisés en matière de lancement des activités d'investissement à impact social relevant du mandat.

## Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction . . . . .	4
I. Cadre de résultats . . . . .	4
II. Aperçu des résultats . . . . .	4
III. Résultats opérationnels . . . . .	5
A. Services d'appui à la gestion efficaces . . . . .	5
B. Compétences techniques spécialisées efficaces . . . . .	10
C. Élargissement de la gamme et de l'impact des ressources . . . . .	13
IV. Résultats de gestion . . . . .	16
A. Projets exécutés et partenariats . . . . .	16
B. Excellence des processus . . . . .	17
C. Excellence des ressources humaines . . . . .	19
D. Gestion financière . . . . .	22

Annexes (*consultables sur la page web du Conseil d'administration*)



Le présent rapport a été établi conformément aux normes de base de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. Un index présentant en détail le contenu de l'Initiative figure à l'annexe I

## Introduction

1. La Directrice exécutive a le plaisir d'informer le Conseil d'administration des progrès accomplis en 2018 dans l'exécution du plan stratégique 2018-2021 de l'UNOPS. En mettant en œuvre ce plan, l'UNOPS a aidé les populations à se bâtir une vie meilleure et les pays à avancer sur la voie de la paix et du développement durable.

### I. Cadre de résultats

2. Le mandat de l'UNOPS a été défini par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/176, et son plan stratégique 2018-2021 a été approuvé par le Conseil d'administration dans sa décision 2017/26. Le Conseil d'administration a constaté que le plan tenait pleinement compte des décisions des États Membres, des orientations politiques et des accords internationaux ainsi que des besoins des populations et des pays, y compris dans les situations les plus précaires.

3. En 2018, l'UNOPS a organisé le rapport sur ses activités autour de ses compétences de base ou domaines d'intervention : compétences techniques spécialisées efficaces en matière d'infrastructure et de gestion des achats et des projets ; et services d'appui à la gestion efficaces.

4. Au-delà de ces deux domaines d'intervention, l'UNOPS a communiqué dans son rapport des informations sur un troisième volet à la demande du Conseil d'administration : l'élargissement de la gamme et de l'impact des ressources disponibles pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris en provenance du secteur privé.

5. En 2018, ces domaines d'intervention ont servi à évaluer les résultats de 947 projets, dont 783 ont déclaré avoir amélioré la viabilité de toute une série d'éléments économiques, environnementaux et sociaux. Tout au long du présent rapport, les pourcentages reflétant les résultats en matière de viabilité sont pondérés en fonction de l'exécution des projets. Le cadre de résultats et la méthode d'établissement du rapport sont décrits à l'annexe II.

6. Les informations figurant dans le présent rapport respectent les critères de viabilité de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. On trouvera à l'annexe I des informations plus complètes sur les résultats obtenus par l'UNOPS mesurés par les indicateurs pertinents de l'Initiative.

### II. Aperçu des résultats

7. En 2018, les projets exécutés par l'UNOPS ont permis d'offrir aux populations locales plus de 5 millions de jours de travail rémunéré, dont 46 % ont été travaillés par des femmes. Il s'agissait en majorité de projets d'infrastructure, avec notamment la construction, la conception ou la remise en état de 104 écoles, 9 hôpitaux, 114 dispensaires et 1 514 kilomètres de routes. En 2017, ces chiffres étaient de 35 écoles, 47 hôpitaux, 243 dispensaires et 2 302 kilomètres de route. Plus de 4 000 logements ont été construits ou conçus pour les populations en 2018, contre 2 133 en 2017, et cela a permis de générer plus de 2 millions de jours de travail rémunéré.

8. En 2018, l'UNOPS a fourni à ses partenaires des biens et des services pour une valeur de plus de 920 millions de dollars, par rapport à 1 milliard de dollars en 2017. L'UNOPS est résolu à renforcer les économies locales en soutenant les fournisseurs

locaux. Dans les zones d'intervention où il maintient une présence physique, 46 % de ses achats ont été effectués auprès de fournisseurs locaux, ce qui représente plus de 420 millions de dollars, par rapport à 51 % l'année précédente. En 2018, 92 % des projets d'achat de l'UNOPS ont rapporté l'inclusion de critères de viabilité au sein des appels d'offres, contre 83 % en 2017. Toujours en 2018, le montant total des appels d'offre attribués à des entreprises dirigées par des femmes était de 14 millions de dollars et le montant de ceux attribués à des micro, petites et moyennes entreprises était de 322 millions de dollars.

9. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour partager ses connaissances et ses compétences, l'UNOPS a fourni à ses partenaires plus de 31 000 jours d'assistance technique (contre 39 000 en 2017). L'UNOPS a contribué au renforcement des capacités locales en finançant près de 12 000 journées de formation, par rapport à 8 500 en 2017. Environ 67 % des projets qu'il a soutenus – contre 60 % en 2017 – ont déclaré qu'une ou plusieurs de leurs activités avaient contribué au renforcement des capacités nationales.

10. L'UNOPS attache une grande importance à la neutralité climatique. En 2018, une analyse a chiffré les émissions de gaz à effet de serre de ses activités à 15 631 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>, contre 16 980 tonnes l'année précédente. Toutes les émissions de l'UNOPS ont été compensées par des réductions d'émissions certifiées, conformément au label Gold Standard établi dans le cadre du Mécanisme pour un développement propre des Nations Unies.

11. En 2018, la demande est restée forte pour les services de l'UNOPS dans les pays en conflit ou sortant d'un conflit, les pays les moins avancés et les autres pays en situation de vulnérabilité. L'UNOPS a facilité les progrès accomplis dans la réalisation de divers objectifs locaux et mondiaux, parmi lesquels les objectifs de développement durable. Comme les années précédentes, la demande d'appui concernant les objectifs n<sup>os</sup> 3, 9, 11 et 16 est restée soutenue. L'UNOPS transmet ses compétences grâce à une large palette de services intégrés qui recoupent de multiples secteurs et gammes de services. Les informations concernant l'année 2018 sont présentées dans le tableau 1 ci-dessous et comparées à celles de l'année 2017.

Tableau 1  
**Pourcentage de projets exécutés en fonction des diverses gammes de services de l'UNOPS**

<i>Gamme de services</i>	<i>Pourcentage du total des projets pour 2018</i>	<i>Pourcentage du total des projets pour 2017</i>
Infrastructure	17	25
Approvisionnement	35	36
Gestion des projets	4	4
Ressources humaines	16	13
Gestion financière	27	21

### III. Résultats opérationnels

#### A. Services d'appui à la gestion efficaces

12. L'UNOPS est résolu à donner à ses partenaires les moyens de rationaliser leurs activités, grâce à des services d'appui à la gestion efficaces dispensés au niveau local ou sous forme de services partagés à l'échelle mondiale. La gamme des services ainsi

offerts s'étend des services en matière d'approvisionnement, de gestion des ressources humaines et des finances ou d'autres services partagés à la fourniture de services spécialisés de secrétariat aux partenaires intéressés intégrés au dispositif réglementaire de l'UNOPS.

13. Les services d'appui à la gestion de l'UNOPS vont de l'apport d'un soutien pour l'application des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité à la fourniture d'une aide visant à résoudre les crises humanitaires et à parvenir à la paix et à la sécurité grâce à la capacité de l'UNOPS à réagir rapidement dans les situations d'urgence.

14. Au Yémen, l'UNOPS a collaboré avec ses partenaires afin de satisfaire les besoins élémentaires des populations, ce qui s'inscrit dans la lignée de ses efforts visant à faciliter l'accès des populations aux produits de base. À la fin de l'année 2018, 24,1 millions de Yéménites étaient dans le besoin, et 20,1 millions d'entre eux se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire. Agissant pour le compte du Gouvernement yéménite et des États Membres de l'ONU, l'UNOPS a créé en 2015 le Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies, en partenariat avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, afin de faciliter l'entrée des biens commerciaux dans le pays. En 2018, ce mécanisme a permis d'autoriser 247 navires civils à faire entrer 4,8 millions de tonnes de produits alimentaires et de carburant dans le pays.

15. Un projet mis en œuvre par l'UNOPS dans le cadre du Mécanisme pour la reconstruction de Gaza, qui repose sur un accord temporaire entre l'État de Palestine et Israël qui a été négocié sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, fait partie des principaux efforts de reconstruction à Gaza. Ce projet facilite l'importation des matériaux indispensables dans ce territoire. En 2018, il a permis d'importer à Gaza 326 607 tonnes de ciment destinées à la reconstruction de logements et d'infrastructures plus importantes, comme des hôpitaux, des écoles et des ouvrages de distribution d'eau, d'assainissement et d'hygiène publique. Les matériaux importés ont permis de reconstruire ou de préparer la reconstruction de logements pour 7 482 familles. Les fournisseurs locaux ont été admis à participer au projet sur simple inscription, ce qui a stimulé l'économie locale en plaçant le secteur privé local au centre des efforts de reconstruction. En 2018, 73 % des projets pertinents de l'UNOPS ont rapporté des effets positifs sur l'économie locale, contre 68 % en 2017.

16. Awaaz Afghanistan, le premier centre d'appels interagences pour les urgences d'ordre humanitaire dans le pays, est une initiative conjointe entre de multiples entités et partenaires des Nations Unies. Ce centre d'appels géré par l'UNOPS offre un point de contact unique pour tous les Afghans, y compris les rapatriés et ceux qui sont touchés par des conflits et des catastrophes naturelles, pour qu'ils puissent recevoir une assistance et un appui essentiels. Afin de respecter le principe de responsabilité et de faciliter le dialogue dans le pays, c'est le Programme alimentaire mondial qui a lancé et financé le centre d'appels et qui a identifié l'UNOPS en tant que partenaire de réalisation; le centre est désormais cofinancé par l'UNOPS et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). L'UNOPS a obtenu des financements supplémentaires pour le centre, lesquels ont été octroyés par le Fonds humanitaire pour l'Afghanistan et la Direction générale protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne. Les huit opérateurs multilingues, dont quatre sont des femmes, ont traité plus de 50 000 demandes depuis qu'Awaaz a pris son premier appel en mai 2018. Vingt pour cent des personnes qui sollicitent des renseignements et une assistance étaient des femmes. Le projet s'est appuyé sur des solutions de communication innovantes basées sur l'intelligence artificielle, par exemple les « chatbots » et les médias sociaux, pour assurer une prestation de services efficace.

## Encadré 1

**Offrir des services indispensables au peuple yéménite**

L'année dernière, la guerre au Yémen est entrée dans sa quatrième année ; la situation humanitaire a continué de se dégrader. À la fin de l'année 2018, environ 75 % de la population avait besoin d'une aide humanitaire, tandis que les services publics n'étaient plus assurés.

En vue d'atténuer la crise en cours, l'UNOPS, avec le financement et l'appui de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale, s'emploie à rétablir l'accès aux services urbains essentiels dans certaines villes du Yémen – y compris à l'eau et à l'assainissement, aux transports, à l'énergie et aux services de gestion des déchets.

Le projet de réhabilitation d'urgence des services urbains intégrés au Yémen dispense un appui multisectoriel coordonné visant à rétablir les services urbains, à appuyer l'exécution des projets mis en œuvre par les entreprises locales et à renforcer leurs capacités. Les procédures d'achat d'urgence de l'UNOPS permettent d'accélérer et de simplifier les procédures d'achat dans les situations d'urgence.

En 2018, grâce à l'achat de biens et de services d'infrastructure, l'UNOPS a fourni un accès à des services urbains essentiels à plus de 65 000 Yéménites, a remis en état 23 kilomètres de routes et a permis de générer 354 mégawatts d'électricité, en fournissant de l'énergie solaire à deux hôpitaux généralistes situés à Sanaa et Hodeïda.

L'UNOPS collabore avec les autorités locales, les institutions et les communautés pour favoriser l'appropriation des projets par la population et leur durabilité. La plupart des contrats ont été établis avec des fournisseurs et des entrepreneurs locaux, ce qui a contribué à stimuler l'économie locale. Le projet a permis de générer 236 337 journées de travail pour le peuple yéménite.

Environ 1,4 million de Yéménites devraient bénéficier d'une amélioration des services et des conditions de vie durant les trois prochaines années.

17. Le Ministère ukrainien de la politique sociale, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'UNOPS ont lancé un projet pilote visant à protéger la santé et le bien-être des nourrissons dans l'ensemble du pays. Les parents ou tuteurs de chaque nouveau-né en Ukraine reçoivent une « boîte à bébé » contenant des articles de soin essentiels. La boîte elle-même peut servir de berceau et comprend un matelas, un thermomètre, des couches, des couvertures, des langes, des articles de toilette et des guides concernant l'allaitement maternel et les soins aux enfants. Ces boîtes à bébés sont destinées aux familles à faible revenu, qui n'ont souvent pas les moyens d'acheter bon nombre de ces produits, et les documents d'information permettent de sensibiliser la population aux pratiques saines à adopter pour prendre soin des nourrissons. Plus de 115 000 boîtes avaient été distribuées à la fin de l'année 2018.

## Encadré 2

**Travailler ensemble pour aider les réfugiés rohingya au Bangladesh**

Le district de Cox's Bazar, au Bangladesh, compte l'un des plus grands camps de réfugiés au monde. Cette zone, qui en fait un regroupement de plus de 30 camps, accueille plus de 900 000 personnes – principalement des femmes et des enfants rohingya qui ont fui le conflit dans l'État rakhine, au Myanmar – sur une superficie recouvrant 24 kilomètres carrés (environ 2 430 hectares). Le district de Cox's Bazar est l'une des régions au monde avec la plus grande concentration de réfugiés.

L'aide humanitaire représente un besoin vital. L'UNOPS aide les partenaires sur le terrain à fournir cette assistance et à améliorer les conditions dans les camps et dans les communautés d'accueil.

En tant que gestionnaire des fonds du programme « Strengthening Humanitarian Preparedness and Response », d'un montant de 111 millions de livres sterling et financé par le Ministère du développement international du Royaume-Uni, l'UNOPS engage des partenaires de réalisation pour superviser les activités de programmation, d'établissement des budgets et de suivi et d'évaluation.

Dans le cadre de ce programme, l'UNOPS aide le pays à accroître sa résilience face aux crises dévastatrices et aux catastrophes récurrentes de grande ampleur. Un large éventail de partenaires – y compris des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des partenaires gouvernementaux – participent à ce programme.

L'UNOPS a fourni un appui direct en matière de gestion des subventions à 22 organisations, lesquelles mettent en œuvre 53 projets, dont 31 ont été menés à bien et 22 sont toujours en cours.

18. Financée par l'Union européenne et construite par l'UNOPS, l'École européenne du Partenariat oriental vise à offrir des possibilités d'enseignement secondaire aux élèves des six pays du Partenariat oriental – Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, République de Moldova et Ukraine. En 2018, l'UNOPS a fourni des services de gestion des subventions à la New School, une école internationale située en Géorgie, afin de l'aider à mettre sur pied et à gérer le programme de bourses et le processus de sélection des élèves ainsi que l'hébergement des élèves non originaires de Tbilissi.

19. L'Office des Nations Unies à Genève se prépare à célébrer ses 100 ans de diplomatie multilatérale, et dans le même temps, la Bibliothèque des Nations Unies à Genève a lancé un projet quinquennal en 2017 visant à numériser la totalité des archives de la Société des Nations. En 2018, l'UNOPS a fourni des services d'appui en matière de gestion des projets et des achats aux équipes chargées des phases de pré et postnumérisation et a, pour le compte de l'Office, engagé des prestataires spécialisés en numérisation et acquis des fournitures destinées à la préservation physique des documents. Les archives numérisées, dont la valeur historique est reconnue par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), permettront de préserver 15 millions de fichiers numériques, 500 000 fichiers d'accès et 250 téraoctets de données.

20. Grâce à un financement du Gouvernement japonais, l'UNOPS a pu acquérir 14 autobus dont l'usage est réservé aux femmes et aux enfants de sexe masculin âgés



de moins de 12 ans pour les villes de Mardan et d'Abbottabad, dans la province du Khyber Pakhtunkhwa, au Pakistan. Trente et un arrêt d'autobus ont été mis en place afin que les femmes puissent avoir accès à ce service depuis un endroit sûr. Les arrêts comportent des panneaux solaires afin d'être bien éclairés, pour que les femmes se sentent plus en sécurité.

21. Dans le cadre de l'initiative de services partagés mise en place à l'échelle des Nations Unies, l'UNOPS a appuyé l'achat de 80 millions de dollars de biens par l'intermédiaire de UN Web Buy Plus pour le compte de gouvernements, dont plus des deux tiers étaient destinés aux gouvernements africains (les biens achetés représentaient 104 millions de dollars en 2017).

22. Agissant pour le compte de plusieurs organisations partenaires, l'UNOPS a administré les contrats de 7 232 personnes en 2018. Les partenaires incluaient notamment le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Institut mondial de la croissance verte.

23. En 2018, l'UNOPS a apporté un appui à la lutte antimines et aux activités d'ordre humanitaire, de stabilisation et de gestion des explosifs ; au renforcement des capacités des acteurs nationaux et des missions des Nations Unies ; et aux activités de gestion des armes et des munitions du Service de la lutte antimines de l'ONU et d'autres partenaires dans 17 pays et territoires. Il a également fourni des services de gestion des ressources humaines, des achats et des subventions, des services relatifs à la passation de marchés et des services juridiques et financiers, ainsi qu'un appui technique et opérationnel. Avec un apport d'environ 240 millions de dollars, l'UNOPS a aidé le Service de la lutte antimines de l'ONU, son principal partenaire, à mener à bien un certain nombre d'opérations :

a) En Iraq, 115 000 mètres carrés de terrain ont été déminés dans les zones reprises à l'État islamique d'Iraq et du Levant, et plus de 2 500 engins explosifs ont été retrouvés et neutralisés, ce qui contribue de manière directe aux efforts de stabilisation et de reprise du territoire menés par le Gouvernement iraquien. Afin de renforcer les capacités de déminage des acteurs qui en sont chargés, des formations à la neutralisation des explosifs, des munitions et des engins explosifs artisanaux ont été organisées à l'intention de 16 membres du personnel du Ministère de l'intérieur. En outre, en 2018, plus de 253 000 bénéficiaires ont suivi des séances de sensibilisation aux risques directs, y compris des membres des populations à risque, par exemple les personnes déplacées, les rapatriés et les communautés d'accueil ;

b) Au Mali, des séances de sensibilisation aux dangers des engins explosifs et des armes légères et de petit calibre ont été organisées par les partenaires de la lutte antimines dans les régions de Gao, de Kidal, de Mopti et de Tombouctou, atteignant ainsi plus de 25 000 personnes, dont 6 114 femmes, 6 118 hommes, 5 876 filles et 7 001 garçons. Un projet pilote visant à intégrer l'éducation aux risques posés par les explosifs au programme scolaire national a été lancé en coordination avec le Ministère malien de l'éducation et l'UNICEF ;

c) En Somalie, les équipes de déminage et de neutralisation des explosifs et munitions ont nettoyé 3 801 482 mètres carrés de terrain et détruit plus de 3 000 engins explosifs dans différents endroits, y compris dans des champs de mines, le long de la frontière avec l'Éthiopie et dans les zones situées à proximité des opérations menées par la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Seize relais communautaires ont été engagés afin d'évaluer l'état des routes et les

infrastructures non fonctionnelles et de sensibiliser 30 660 personnes aux risques liés aux explosifs. Les relais ont organisé des séances sur la prévention de l'extrémisme violent qui consistaient en des discussions de groupe avec des membres de la communauté locale. Afin de renforcer les capacités des troupes de l'AMISOM à détecter les engins explosifs improvisés, une formation officielle a été dispensée à 11 353 participants ;

d) En Syrie, pour diminuer les répercussions des engins explosifs et éviter les pertes en vies humaines, de vastes initiatives de sensibilisation à ces risques ont été coordonnées dans la majeure partie du pays. Plus de 1,8 million de Syriens ont assisté à des séances d'éducation aux risques et ont reçu des documents destinés à sensibiliser la population locale aux dangers liés aux mines et aux restes explosifs de guerre.

## **B. Compétences techniques spécialisées efficaces**

24. L'UNOPS a pour vocation d'aider les populations à atteindre leurs objectifs individuels, locaux, nationaux et mondiaux grâce à une expertise technique efficace qui s'appuie sur les normes et règles internationales. Il possède un large éventail de compétences spécialisées dans un certain nombre de contextes, lesquelles sont dispensées en fonction de ses gammes de services de base.

25. L'UNOPS suit une approche durable dans la mise en œuvre de ses projets notamment en adoptant le principe de diligence raisonnable et en respectant les normes internationales des droits de l'homme ; en mobilisant les populations locales et en privilégiant la protection des groupes les plus vulnérables ; en facilitant l'accès à l'alimentation, à l'eau, à l'assainissement, à l'énergie, aux soins de santé, à l'éducation, à la justice et aux services de sécurité ; et en intégrant le principe d'égalité des sexes dans toutes ses activités. En 2018, 64 % des projets d'infrastructure menés à bien par l'UNOPS contribuaient à faire en sorte que les personnes handicapées aient un accès équitable à ces infrastructures et puissent les utiliser.

26. En 2018, l'UNOPS et la Banque mondiale ont décidé de mettre en œuvre un projet d'un montant de 50 millions de dollars destiné à améliorer l'accès à l'électricité dans les zones rurales et périurbaines du Yémen. Ce projet d'urgence sur trois ans vise à rétablir l'approvisionnement en électricité pour 1,34 million de Yéménites, 400 établissements de santé et 800 écoles. Il sera mis en œuvre en collaboration avec le secteur privé local, y compris avec des institutions de microfinancement ainsi que des fournisseurs et des installateurs de panneaux solaires, ce qui permettra de créer des centaines d'emplois. Un projet pilote d'installation de matériel solaire sur 24 sites dans les provinces de Hodeïda, Sanaa, Taëz, Dhamar et Al-Mahweet a été lancé en 2018, et un mécanisme de gestion des réclamations a été mis en place.

27. En Sierra Leone, l'UNOPS collabore avec le Ministère du développement international du Royaume-Uni sur une initiative novatrice visant à fournir un accès à de l'énergie propre en vue d'augmenter durablement la capacité énergétique du pays. En 2018, le projet a permis d'agrandir les centrales électro-solaires déjà présentes dans certains centres de santé et d'installer des réseaux de distribution sur chaque site, créant ainsi des mini-réseaux fermés prêts à être reliés à des maisons, à des écoles et à des entreprises dans 50 villages de zone rurale. Par l'intermédiaire d'un appel à candidatures, des entreprises du secteur privé ont été choisies pour gérer le réseau d'alimentation électrique dans chaque village et relier les différents clients individuels à ce réseau. Elles co-investiront également dans 44 autres villages afin qu'ils puissent passer à l'étape suivante du projet. Plus de 6 000 journées de formation ont été dispensées en 2018 dans le cadre de cette initiative.

28. En Somalie, l'absence de forces de sécurité civile efficaces et fiables représente un obstacle majeur à la paix et à la stabilité. Pour améliorer la sécurité, l'UNOPS et le Département d'État des États-Unis versent des indemnités financières aux membres des Forces armées nationales somaliennes et du Ministère de la défense. Afin d'assurer une répartition efficace, transparente et responsable de ces allocations, qui s'élevaient à un total de 1,5 million de dollars en 2018, l'UNOPS et le Département d'État ont recours à des outils biométriques et à un système de paiement électronique.

29. Grâce à un financement du Gouvernement coréen, l'UNOPS a pu achever 24 nouvelles écoles primaires et secondaires destinées à accueillir plus de 20 000 filles et garçons dans les provinces de Kapissa, Panjchir et Parwan, en Afghanistan. En 2018, pour chaque site, 50 jours de construction et de formation à la gestion de projets ont été nécessaires, ainsi qu'une formation à l'exploitation et à la maintenance à l'intention des membres des communautés, et ce projet a également généré 200 000 jours de travail rémunéré pour des travailleurs locaux.

### Encadré 3

#### **Soutenir le développement économique au Kosovo et en Serbie et améliorer la coopération**

En vue de stimuler le développement économique, d'améliorer la coopération régionale et de renforcer l'état de droit, un projet de 11 millions d'euros, financé par la Commission européenne et mis en œuvre par l'UNOPS, établira trois points de passage entre la Serbie et le Kosovo afin de favoriser le libre-échange et la circulation des biens et des personnes.

Ce projet de gestion intégrée des frontières prévoit des points de passage situés à Merdarë, Bërnjak et Mutivodë dans le nord du Kosovo et concerne la conception et la réalisation des travaux d'infrastructure sur les sites. Dans le cadre de ce projet reconnu comme l'un des plus viables du genre, toute une série de facteurs environnementaux ont été pris en compte – l'accent étant mis sur les mesures d'économie d'eau, l'efficacité énergétique, la gestion des déchets et les activités de recyclage. Tous les travaux de construction ont été exécutés en suivant les normes de systèmes de management internationalement reconnues, et en répondant aux plus hautes exigences de qualité, de sécurité et de respect de l'environnement. Le projet a créé des possibilités d'emploi au niveau local dans un large éventail de domaines, et a offert près de 260 000 heures de travail aux points de passage de Merdarë et Mutivodë en 2018.

Les trois points de passage accueilleront 200 agents qui aideront plus de 1,5 million de personnes à traverser la frontière entre le Kosovo et la Serbie en toute sécurité chaque année – soit plus de 4 000 chaque jour.

30. En Argentine, le projet de construction de logements sociaux convenables visant à lutter contre la pauvreté urbaine, à promouvoir l'inclusion sociale et économique et à améliorer les conditions de vie dans les zones vulnérables s'est poursuivi en 2018 en partenariat avec le Gouvernement fédéral. En 2018, l'UNOPS a supervisé la conception de logements résilients et durables et a fourni une assistance technique : 18 logements ont été construits et 98 ont été remis en état. En outre, un vaste programme de rétablissement de l'approvisionnement en eau a été mené à bien, ce qui a permis de relier 882 familles au réseau public d'assainissement et 450 familles

au réseau de distribution d'eau. À ce jour, ce projet a été mis en œuvre dans 17 communautés situées dans trois provinces et a bénéficié à plus de 7 500 personnes.

31. En 2018, 92 % des projets d'infrastructure de l'UNOPS indiquaient avoir pris des mesures visant à respecter les objectifs d'égalité des sexes et de diversité, notamment en permettant l'égalité d'accès aux groupes minoritaires ou aux femmes ou l'exécution d'activités de renforcement des capacités à leur intention lors des phases d'élaboration ou de mise en œuvre des projets. L'UNOPS et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement ont conclu un partenariat de longue date dans le nord de l'Afghanistan, et nous nous employons conjointement à construire et à remettre en état les routes de cette région depuis la fin de l'année 2007 dans le cadre du projet d'amélioration de la desserte des zones rurales. La quatrième phase, de 2016 à 2020, est plus fortement axée sur le développement des capacités et l'égalité des sexes. En 2018, 12 000 femmes de la région ont bénéficié de jours de travail rémunéré et 35 kilomètres de routes asphaltées ainsi que 116 kilomètres de routes non goudronnées ont été achevés.

Encadré 4

#### **Former de nouvelles sages-femmes au Ghana**

Partout dans le monde, les inégalités persistantes empêchent de nombreux pays de réaliser les objectifs de développement durable. L'un des principaux sujets de préoccupation est le taux toujours très élevé de mortalité maternelle et infantile.

Au Ghana, l'un des obstacles majeurs à l'amélioration des taux de survie des enfants et des mères est le manque d'accès à des professionnels de la santé qualifiés, ainsi qu'à des infrastructures de santé fonctionnelles. Les statistiques montrent que dans ce pays, il y a encore 36 décès d'enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes et que le rapport de mortalité maternelle est de 319 pour 100 000 naissances vivantes. Le pays est en retard par rapport aux objectifs mondiaux de réduction de la mortalité des moins de 5 ans et de la mortalité maternelle, fixés respectivement à 25 décès pour 1 000 naissances vivantes et à moins de 70 décès pour 100 000 naissances vivantes, d'ici à 2030.

En vue d'apporter une réponse à certaines de ces problématiques, l'Agence de coopération internationale de la République de Corée s'est associée à l'UNOPS pour mettre en œuvre un projet visant à construire et à équiper un centre de formation de sages-femmes, afin que les établissements de santé du sud de la région de la Volta puissent disposer d'un vivier de professionnelles et de contribuer à améliorer la sûreté, l'efficacité et l'efficience des soins de santé maternelle et infantile. Ce projet, en plus d'améliorer les moyens de subsistance des communautés locales et d'encourager un sentiment d'appropriation nationale, s'est appuyé sur une approche inclusive pour veiller à ce que les installations, une fois achevées, répondent aux besoins uniques d'un large éventail de personnes. La conception tient compte des questions de genre et favorise l'accès des deux sexes à ces installations. À l'heure actuelle, plus de 300 élèves fréquentent ce centre de formation, lequel représente un atout important pour les établissements de santé dans la région.

32. Les programmes de travail contre rémunération ainsi que les projets de réalisation de travaux publics mineurs menés dans le cadre du Safety Net and Skills

Development Project, lequel a été lancé par le Gouvernement sud-soudanais et financé par la Banque mondiale, ont permis à 216 948 personnes de bénéficier de ressources financières en 2018. Le projet a versé 7,6 millions de dollars à 36 158 travailleurs qui ont remis en état et entretenu 300 kilomètres de voies d'accès à des communautés urbaines et rurales, réhabilité 100 kilomètres de réseaux d'évacuation des eaux au bord des routes et nettoyé 1,2 kilomètre carré de terrain dans des écoles, des hôpitaux et sur des places de marché. En outre, 31 écoles ont été remises en état et entretenues.

33. En 2018, à Saint-George (Grenade), le Parlement, nouvellement reconstruit, a été inauguré par le Gouvernement. L'UNOPS a fourni un appui technique pour la construction du nouveau Parlement, le précédent bâtiment ayant été détruit par l'ouragan Ivan en 2004. Ce nouvel édifice, dont la construction a été financée par l'Australie, la Grenade, le Mexique et les Émirats arabes unis, est résilient face aux aléas du climat et contribuera à atténuer les effets des phénomènes climatiques à venir. L'UNOPS exécute actuellement un ensemble de projets pour des infrastructures résilientes dans toute la région, y compris à Curaçao, en Haïti, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et les Grenadines.

### C. Élargissement de la gamme et de l'impact des ressources

34. L'UNOPS est résolu à aider les pays à élargir la gamme et à améliorer l'impact des ressources disponibles pour le Programme 2030. Conformément aux décisions 2016/12, 2017/16 et 2017/26 du Conseil d'administration, l'UNOPS a continué à développer son initiative d'investissements sociaux et à étudier des possibilités de partenariat collaboratif visant à mobiliser de nouvelles sources de capitaux à mettre au service du Programme 2030, notamment en matière de construction de logements sociaux, d'énergie renouvelable et d'eau et d'assainissement. En 2018, l'UNOPS a aidé plusieurs gouvernements à rationaliser l'impact des ressources disponibles pour leurs passations de marchés publics, et il s'est investi dans des partenariats collaboratifs au service de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, ainsi que dans des partenariats public-privé.

35. Mettre en place des procédures de passation de marchés publics permettant de réaliser des économies, même modestes, peut faciliter considérablement la réalisation des objectifs de développement durable. Il est possible de faire des économies en utilisant plus rationnellement les ressources existantes affectées à la réalisation des objectifs de développement. Les fonds non décaissés de budgets précédents pourront alors être mis à la disposition des autorités nationales pour qu'elles les réaffectent en fonction des besoins qu'elles auront déterminés.

Encadré 5

#### Réduire le coût des soins de santé au Guatemala

En 2015, des cas de corruption au sein de l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale, axés sur l'approvisionnement en médicaments, ont été dévoilés. Des structures cachées au sein de l'Institut ont permis à certains fournisseurs de bénéficier injustement de certains marchés publics, compromettant l'approvisionnement en médicaments pour des millions de Guatémaltèques.

L'UNOPS collabore avec l'Institut en vue d'améliorer la transparence en matière de passation des marchés publics au sein de cette entité et a contribué au renforcement de ses capacités dans ce domaine. L'UNOPS a conçu des politiques durables en matière de gestion des

achats, des infrastructures et des projets et a dispensé des formations sur ces mêmes thèmes à 345 employés.

En 2018, le projet avait permis au Guatemala de réaliser des économies notables. Par l'intermédiaire de quatre appels d'offres ouverts, l'UNOPS a aidé 118 hôpitaux à acquérir 568 sortes de médicaments. Le Gouvernement a recensé plus de 155 millions de dollars d'économies et a identifié une diminution des dépenses pour les achats de médicaments d'environ 54 % depuis le début de sa collaboration avec l'UNOPS.

Cet argent non dépensé a permis d'accroître et d'élargir l'approvisionnement en médicaments et a débouché sur une amélioration des infrastructures et des établissements de santé. Environ 3,2 millions de Guatémaltèques ont accès à un système de santé plus efficace et plus transparent. Et surtout, le projet a permis d'ancrer le principe de transparence dans un pays où le risque de corruption dans le domaine de la passation des marchés publics est très élevé.

36. En Argentine, l'UNOPS a aidé le Ministère de l'éducation, de la culture, de la science et de la technologie à acquérir un grand nombre d'outils numériques, par exemple des netbooks, des tablettes et autres supports informatiques qui pourront être utilisés à la fois par les enseignants et par les élèves. Le pays a adopté de longue date une stratégie nationale d'investissement dans l'éducation numérique visant à permettre aux étudiants d'acquérir et de développer des compétences de pointe. L'appui fourni par l'UNOPS en matière d'achats, qui s'inscrit dans la lignée de cette stratégie, a permis d'obtenir plus de 180 000 unités de matériel informatique et d'accessoires en 2018. En 2018, les compétences de l'UNOPS ont permis au Ministère de l'éducation nationale de réduire de jusqu'à 22 % le coût global de l'opération par rapport aux estimations initiales.

37. En 2018, le co-investissement réalisé par l'UNOPS dans le secteur de l'énergie renouvelable au Mexique a marqué un tournant majeur. En effet, il s'aligne sur notre volonté d'encourager la mise en place de modes de financement novateurs pour réaliser les objectifs de développement durable par l'intermédiaire de notre initiative d'investissements sociaux. Le projet permettra de revitaliser un parc éolien de 22 mégawatts afin de fournir une énergie à bas prix et durable à environ 50 000 personnes vivant dans des collectivités mal desservies du Nuevo León. La banque de développement mexicaine, Bancomext, qui travaille en étroite collaboration avec le secteur privé, finance l'essentiel de l'investissement nécessaire à la mise en œuvre du projet. Le Gouvernement mexicain a fermement appuyé l'initiative, se félicitant de la réalisation d'investissements dans les infrastructures qui permettront d'apporter des bénéfices tangibles à la population.

38. Le logement abordable est au cœur de l'initiative d'investissements sociaux, et, en 2018, l'UNOPS a signé des accords avec les Gouvernements ghanéen et kényan visant à construire 200 000 logements. Selon les estimations, le Kenya et le Ghana ont besoin respectivement de 2 millions et de 1,7 million de logements supplémentaires. Au Kenya, l'UNOPS et ses partenaires chercheront à mobiliser des investissements suffisants pour construire au moins 100 000 habitations durables et à prix abordable ; le projet offrira des possibilités d'emploi aux populations locales dans tout le pays et contribuera à atténuer la crise du logement au Kenya et à aider le Gouvernement à permettre l'accès à des logements durables, abordables et respectueux de l'environnement à ses citoyens. L'accord a été signé avec le Gouvernement kényan en marge de la 73<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Durant cette même session de l'Assemblée générale, une initiative



pour des logements abordables a également été signée avec le Gouvernement ghanéen, laquelle vise à construire 100 000 logements de haute qualité, durables et résilients qui disposeront de toits solaires à haut rendement énergétique. L'UNOPS s'emploiera à attirer des centaines de millions de dollars d'investissements. Dans le cadre de ce projet, les matériaux de construction et le matériel seront obtenus au niveau local, de même que les compétences humaines, ce qui permettra de faire travailler la communauté locale et de créer environ 3 000 emplois durant les 6 à 10 prochaines années.

39. L'UNOPS a continué de rechercher des solutions novatrices susceptibles d'entraîner des gains de productivité, par exemple l'utilisation de technologies de communication de pointe dans le cadre des interventions humanitaires menées en Afghanistan et en Iraq. Dans le cadre de ces deux projets, des outils tels que les messageries instantanées des médias sociaux, les systèmes informatisés de messagerie vocale et les chatbots sont déployés en vue d'améliorer les capacités des centres d'appel pour personnes déplacées, lesquels représentent une source d'informations vitale pour les personnes vulnérables dans les deux pays. Ces outils comportent de nombreux avantages, par exemple la possibilité d'interagir de manière automatisée avec les personnes ne sachant pas lire ou écrire, mais aussi d'atteindre les jeunes, plus « technophiles », et donc potentiellement d'accroître le nombre de personnes se tournant vers ces centres pour demander une assistance. Le fait d'apporter une réponse automatique aux questions les plus souvent posées permet de libérer des lignes téléphoniques pour les personnes qui appellent et ont besoin d'une assistance plus complexe. L'utilisation de ces nouveaux outils de communication permet aux organisations chargées des interventions de traiter un plus grand nombre de retours des bénéficiaires, ces derniers étant également issus de segments de la population plus divers ; de mieux comprendre les besoins spécifiques des différentes communautés ; et de cerner les tendances en matière de besoins à mesure qu'ils se présentent, d'identifier les lacunes en matière d'assistance et de fournir des réponses plus affinées et plus adaptées, le tout de manière plus efficace et plus rapide.

40. Plusieurs autres activités traditionnelles de l'UNOPS mises en œuvre durant l'année 2018 ont suivi des approches innovantes en matière de financement du développement et ont mis en évidence les progrès accomplis dans l'élargissement de la gamme et de l'impact des ressources consacrées au Programme 2030.

41. En 2018, le Gouvernement indien a fourni 7,41 millions de dollars dans le cadre d'un accord de partenariat visant à appuyer la reconstruction de logements plus sûrs à Nuwakot, au Népal, l'un des districts les plus touchés par le tremblement de terre de 2015. Il apporte également un appui sociotechnique afin d'aider les familles touchées par le séisme à reconstruire 23 088 habitations dans ce même district. Ce projet de trois ans, exécuté par l'UNOPS, aidera les propriétaires de ces logements à s'assurer que les nouvelles structures respectent les normes gouvernementales et soient résilientes face aux tremblements de terre. Étant donné que le Gouvernement a adopté une approche de reconstruction axée sur les propriétaires, le soutien qui leur est apporté leur garantit un accès à un financement, à des matériaux, aux connaissances, technologies et compétences nécessaires et à des terres, tous ces éléments étant essentiels pour promouvoir la reconstruction de maisons plus sûres.

42. En 2018, le Secrétaire général et son Envoyée pour la jeunesse ont lancé la stratégie Jeunesse 2030 visant à renforcer les mesures engagées aux niveaux mondial, régional et national pour répondre aux besoins des jeunes, faire en sorte qu'ils puissent exercer leurs droits et reconnaître leurs capacités en tant qu'agents du changement. En Somalie, pendant l'année 2018, dans le cadre d'un projet financé par la Banque africaine de développement et en partenariat avec ONU-Habitat, l'UNOPS a dispensé une formation à 330 jeunes à Mogadiscio, Kismayo et Baidoa sur les

thèmes de la préparation à la vie active, de l'insertion professionnelle et des qualifications polyvalentes nécessaires dans le secteur de la construction. Soixante-dix jeunes ont bénéficié d'un appui pour trouver un emploi et d'une formation à l'entrepreneuriat. Le projet vise à renforcer les capacités du Ministère des travaux publics, de la reconstruction et du logement afin de s'assurer qu'il soit en capacité de diriger la reconstruction de la Somalie, de coordonner ces efforts et de fixer des réglementations pour un développement rural durable ainsi que pour le secteur du bâtiment. Le renforcement des compétences et du potentiel des jeunes dans ce secteur représente un investissement à long terme dans l'avenir du pays. Vingt-quatre pour cent des projets d'infrastructure de l'UNOPS qui rapportaient la possibilité d'une formation en cours d'emploi en 2018 ont dispensé cette formation à des travailleurs de la communauté locale jeunes (de l'âge minimum légal pour travailler dans le pays d'exécution jusqu'à 24 ans).

43. Pour aider les gouvernements à prendre des décisions plus éclairées en matière d'investissement dans les infrastructures, l'UNOPS et l'Infrastructure Transitions Research Consortium de l'Université d'Oxford ont publié un rapport intitulé « Infrastructure: Underpinning Sustainable Development » en 2018. Le rapport, axé autour de véritables projets mis en œuvre par l'UNOPS dans le monde entier, conclut que les projets d'infrastructure peuvent avoir de multiples effets sur plusieurs objectifs et cibles de développement durable. Il a constaté que 92 % des cibles ne peuvent être atteintes qu'avec la mise à disposition d'infrastructures de très bonne qualité – ce qui met en avant le rôle central joué par les infrastructures dans la réalisation de ces objectifs.

## IV. Résultats de gestion

### A. Projets exécutés et partenariats

44. En 2018, la valeur totale des projets exécutés par l'UNOPS s'élevait à 1,9 milliard de dollars – un chiffre en augmentation par rapport à 2017, avec 1,8 milliard de dollars – et par conséquent, cette année est la deuxième année consécutive où ce chiffre a atteint un record. Ce montant peut une nouvelle fois être attribué à la forte demande émanant des gouvernements pour les services de l'UNOPS.

45. L'appui direct fourni aux gouvernements, qui représente l'essentiel de l'augmentation de la valeur totale des projets exécutés par l'UNOPS, est passé d'une valeur de 662 millions de dollars en 2017 à 685 millions de dollars en 2018. En 2018, le principal partenaire de l'UNOPS parmi les gouvernements hôtes en termes de volume était l'Argentine, suivie par le Guatemala, le Pérou, l'Éthiopie et El Salvador. La proportion des projets d'appui direct aux gouvernements est restée comparable à celle relevée en 2017, avec 37 % des prestations. Le premier gouvernement donateur par le volume des projets exécutés par l'UNOPS qui peuvent lui être directement attribués est celui du Royaume-Uni, suivi par ceux des États-Unis, du Canada, du Japon et de la Suède, respectivement.

46. En 2017, 33 % des projets exécutés par l'UNOPS l'ont été pour le compte d'entités des Nations Unies, soit une légère augmentation par rapport à l'année 2017, où ce taux était de 32 %. En termes réels, les projets exécutés pour le compte des entités des Nations Unies représentaient environ 608 millions de dollars, contre 583 millions de dollars en 2017. Le principal partenaire au niveau des Nations Unies reste le Secrétariat, étant donné que les partenariats avec le Département des opérations de paix continuent de se multiplier. Quinze pour cent du total des projets exécutés l'ont été pour le compte du Département. Parmi les partenaires des Nations



Unies, le nombre de projets exécutés pour le compte du HCR a augmenté pour la sixième année consécutive. Parmi les autres partenariats solides, l'on retrouve l'appui fourni au PNUE et à l'OMS.

47. L'UNOPS s'est associé à des institutions financières internationales, notamment la Banque africaine de développement et la Banque interaméricaine de développement, pour exécuter des projets d'une valeur totale de plus de 100 millions de dollars. Son principal partenaire a été la Banque mondiale, avec un volume total de 92 millions de dollars en 2018, contre 42 millions de dollars l'année précédente.

48. Le montant des activités menées pour le compte de l'Union européenne a augmenté, passant de 53 millions de dollars en 2017 à 68 millions en 2018. Les projets exécutés en 2018 comprenaient la remise en état de routes en Gambie et en Guinée ainsi que la fourniture d'un appui dans le cadre de la réforme du secteur de la justice aux Philippines.

49. L'UNOPS a maintenu des partenariats solides à l'appui d'institutions multilatérales, en particulier avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui a bénéficié de projets d'une valeur de 121 millions de dollars en 2018 (contre 128 millions de dollars en 2017). L'UNOPS a également joué le rôle d'agent local du Fonds dans 13 pays.

50. L'UNOPS a appuyé la gestion d'un certain nombre de programmes financés par des donateurs multiples, dont les plus importants en volume se déroulent au Myanmar, avec le Fonds d'affectation spéciale Modes de subsistance et sécurité alimentaire et le Three Millennium Development Goals Fund, ou opèrent à l'échelle mondiale, comme le Fonds mondial pour l'assainissement du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement et le Partenariat mondial Halte à la tuberculose.

51. En 2018, les principaux pays bénéficiaires des prestations de l'UNOPS étaient le Myanmar, le Soudan du Sud, l'Argentine, la Somalie et l'Iraq, respectivement. En 2017, il s'agissait du Myanmar, de l'Argentine, de la Somalie, du Soudan du Sud et du Mali.

52. Les nouveaux accords entre l'UNOPS et ses partenaires ont représenté 2,2 milliards de dollars, soit un peu moins que les 2,3 milliards de dollars de l'année précédente, mais ils incluent d'importants nouveaux engagements, notamment un appui aux programmes de santé au Myanmar et un soutien à l'infrastructure au Yémen.

53. En 2018, l'UNOPS a mis en place des centres d'innovation à Antigua-et-Barbuda et en Suède, qui travailleront en étroite collaboration avec les parties prenantes aux niveaux local, régional et national en vue de faire avancer la réalisation des objectifs de développement durable. Ces centres, qui ont établi des partenariats avec des instituts de recherche tels que le Massachusetts Institute of Technology et l'Université Harvard, attirent des technologies de pointe et s'en servent pour appuyer et diffuser des solutions adaptées aux besoins de développement durable aux niveaux local et mondial.

54. Au début de l'année 2018, l'UNOPS a lancé un nouveau site Web afin de mieux faire connaître les objectifs et compétences détaillés dans son plan stratégique pour la période 2018-2021.

## **B. Excellence des processus**

55. L'UNOPS a établi son troisième rapport en suivant les normes de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance à l'issue d'une vaste opération de collecte

de données sur les aspects de la durabilité qui lui sont pertinents. Ce rapport a permis d'affiner un certain nombre d'indicateurs servant à évaluer ses méthodes de mise en œuvre durable des projets et rendait compte dans le même temps de ses activités dans le monde.

56. Lancée en 2018, la Stratégie sur la parité entre les sexes menée dans l'ensemble de l'UNOPS fixe des objectifs ambitieux pour parvenir à une représentation égale des hommes et des femmes au sein de tous nos employés, indépendamment de leur grade, d'ici à 2020, et pour accroître la représentation des femmes aux postes de responsabilité et de prise de décisions, conformément aux critères de la stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies. Également lancée en 2018, la stratégie d'intégration du genre est complémentaire et s'inscrit dans le cadre de nos efforts visant à devenir une organisation plus durable et à mieux représenter les peuples que nous servons. L'UNOPS veillera à ce que tous ses projets, programmes et activités fournissent des produits et services qui répondent aux besoins de tous les sexes et contribuent à réaliser les objectifs en matière d'égalité des sexes, lorsque cela est possible. Ces deux stratégies décrivent la volonté de l'UNOPS de contribuer efficacement à la mise en œuvre du Programme 2030.

57. En 2018, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a évalué l'UNOPS et maintenu son certificat de conformité à la norme ISO 9001 de management de la qualité.

58. Cette même année, l'UNOPS a reçu la certification niveau or pour ses pratiques d'achats durables décernée par le Chartered Institute of Procurement and Supply, pour la troisième fois consécutive. L'UNOPS est la seule entité des Nations Unies à avoir reçu cette certification. Dans la candidature, l'un des exemples de durabilité mis en évidence était un projet de création et d'installation de stations d'épuration à trois points de passage au Kosovo. Ce projet défendait une conception qui réduirait au minimum les répercussions sur l'environnement et le volume des eaux usées : les eaux traitées sont transférées dans des citernes pour lutter contre les incendies et les « eaux grises », c'est-à-dire celles qui sont relativement propres, servent à alimenter les bouches d'incendie, à irriguer les espaces verts et sont utilisées dans les toilettes publiques.

59. En 2018, le système de management environnemental de l'UNOPS certifié par l'ISO (norme 14001) couvre désormais ses activités et ses installations en Argentine, à El Salvador, en Gambie, en Guinée, au Libéria et au Pérou, ce qui vient s'ajouter aux certifications déjà reçues pour les bureaux situés en Afghanistan, au Danemark, au Ghana, au Kosovo, au Myanmar, en Sierra Leone, à Sri Lanka, en Tunisie et dans l'État de Palestine. Cela confirme l'application par l'UNOPS des décisions figurant dans le document CEB/2013/HLCM/5 sur le développement et la mise en œuvre de systèmes de gestions écologiquement viables au sein de chaque entité des Nations Unies.

60. La certification délivrée aux systèmes de santé et de gestion de la sécurité de l'UNOPS – OHSAS 18001 (pour Occupational Health and Safety Assessment Services 18001) – s'applique à toutes les activités et installations de l'UNOPS situées au Danemark, au Ghana, au Kosovo, au Myanmar et dans l'État de Palestine, ainsi qu'à celles en Gambie, en Sierra Leone et à Sri Lanka, la certification leur ayant été attribuée en 2018. L'obtention de cette certification confirme que l'UNOPS applique les décisions figurant dans le document CEB/2015/HLCM/7/Rev.2 sur l'adoption de systèmes de sécurité et de santé au travail dans toutes les entités des Nations Unies, ainsi que dans la circulaire du Secrétaire général intitulée « Mise en place d'un système de gestion de la sécurité et de la santé au travail » ([ST/SGB/2018/5](#)).

61. L'UNOPS a fait des progrès considérables dans le développement et le déploiement d'un nouveau progiciel de gestion intégrée des portefeuilles et des projets « oneUNOPS Projects ». Les membres de son personnel dans le monde entier pourront désormais concevoir, planifier, gérer et exécuter des projets plus efficacement, grâce à l'automatisation de nombreux processus et au transfert d'un grand nombre de formulaires et de modèles vers un système institutionnalisé, ce qui permettra de renforcer la collaboration et le partage des connaissances à l'échelle du Bureau.

62. En 2018, les investissements dans les outils informatiques ont permis d'économiser 2 500 heures de travail grâce à des processus plus automatisés et à l'amélioration de la gouvernance et des mécanismes de contrôle intégrés aux systèmes. L'automatisation des processus a permis de réduire le temps consacré aux achats de 24 %, entraînant des économies de 400 dollars pour chaque opération d'achat, ce qui équivaut à plus de 1 million de dollars par rapport aux dépenses totales de 2016.

63. Une version révisée du dispositif réglementaire et du modèle de gouvernance a été finalisée en 2018. Le Comité d'examen du dispositif réglementaire, composé de hauts responsables de l'administration, ont dirigé la révision et la promulgation de toutes les politiques et procédures de l'UNOPS, ce qui a permis de renforcer le processus d'acceptation des missions qui a été intégré dans le progiciel de gestion intégré oneUNOPS.

64. L'outil d'évaluation des capacités en matière d'infrastructure, connu sous le nom de « CAT-I », a été élaboré et lancé en 2018 afin d'aider les gouvernements à identifier les obstacles qui les empêchent de mettre en place des infrastructures durables et résilientes. À la suite de travaux et de recherches pilotes menés avec succès et en partenariat avec les Gouvernements brésilien, népalais et serbe, cet outil a permis d'évaluer le secteur des infrastructures à la Grenade et au Kenya.

65. À la fin de l'année 2018, le taux d'application des recommandations des auditeurs s'élevait à 96 %, ce qui constitue une amélioration notable par rapport au taux de 92 % enregistré en 2017 et témoigne de la forte réactivité de l'administration. Douze recommandations sont en suspens depuis plus de 18 mois. Les détails de l'audit et les résultats des investigations de l'année 2018 sont disponibles dans un rapport spécial (DP/OPS/2019/4) qui sera présenté au Conseil d'administration à sa session annuelle de 2019.

66. En 2018, il y a eu 22 cas de fraude et d'irrégularités financières. Quinze employés ont été sanctionnés pour ces faits cette même année. Au total, 29 prestataires et 23 particuliers qui possèdent ou gèrent les entreprises prestataires ont été sanctionnés pour ces cas de fraude ou d'irrégularités financières.

67. En 2018, le Corps commun d'inspection a : a) confirmé la culture spécifique du Bureau, sa très grande souplesse et son orientation commerciale forte et performante ; b) pris note de la viabilité du modèle d'activité de l'UNOPS, qui repose sur l'autofinancement et non sur des quotes-parts ou sur des contributions volontaires ; et c) a évalué positivement les dispositifs de gestion et d'administration de l'UNOPS. (JIU/REP/2018/3). Voir l'annexe 4 pour plus de détails.

68. Le Bureau de la déontologie de l'UNOPS, en sa qualité de source interne de conseils impartiaux au service du personnel, a traité 1 055 dossiers entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2018. Son activité fait l'objet d'un rapport distinct (DP/OPS/2019/5) qui sera présenté au Conseil d'administration à sa session annuelle de 2019.

## C. Excellence des ressources humaines

69. À fin de l'année 2018, les membres du personnel de l'UNOPS étaient au nombre de 4 439 au total, contre 4 179 en 2017. Aux membres du personnel propre à l'UNOPS viennent s'ajouter des personnes dont les contrats sont administrés par l'UNOPS pour le compte de divers partenaires. À fin de l'année 2018, le nombre total des personnes sous contrat avec l'UNOPS était de 11 671, par rapport à 11 428 en 2017. Le tableau 2 ci-après montre la répartition du personnel par catégorie contractuelle.

Tableau 2  
Effectif par type de contrat au 31 décembre 2018

Type de contrat	Fonctionnaires	Vacataires	Total
Personnel de l'UNOPS	756*	3 683	4 439
Personnel des partenaires		7 232	7 232
<b>Effectif total</b>	<b>756</b>	<b>10 915</b>	<b>11 671</b>

\* Comprend le personnel des partenaires et le personnel des organisations auxquelles l'UNOPS fournit un appui sous forme de services de secrétariat, qui appliquent tous les mêmes politiques et procédures que les fonctionnaires de l'UNOPS.

70. En 2018, l'UNOPS a recruté 795 personnes, dont 335 femmes et 460 hommes, ce qui signifie que 42 % des nouvelles recrues étaient des femmes. Au 31 décembre 2018, le principal organe de gestion interne de l'UNOPS comptait 17 membres : 5 femmes et 12 hommes. Parmi ces membres, 8 avaient entre 30 et 50 ans et 9 avaient 50 ans ou plus. Les femmes représentaient 39 % du personnel de l'UNOPS, en légère progression par rapport aux 38 % de 2017 et aux 37 % de 2016. Le tableau 3 ci-après montre la répartition du personnel de l'UNOPS par sexe.

Tableau 3  
Répartition du personnel de l'UNOPS par sexe au 31 décembre 2018

Sexe	Fonctionnaires	Vacataires		Total
		Vacataires recrutés sur le plan local	Vacataires recrutés sur le plan international	
Femmes	274	1 075	372	1 721
Hommes	482	1 684	552	2 718
<b>Ensemble du personnel de l'UNOPS</b>	<b>756</b>	<b>2 759</b>	<b>924</b>	<b>4 439</b>

71. Depuis l'introduction, en 2016, de son nouveau référentiel de compétences, l'UNOPS a déployé des efforts importants pour faire en sorte que son personnel s'aligne sur les nouveaux principes, compétences et valeurs qui lui permettront de mettre en œuvre son plan stratégique. Deux points ont bénéficié d'une attention accrue : la définition du rôle des responsables et la manière de leur fournir les outils nécessaires afin qu'ils puissent exercer leur fonction à l'échelle du Bureau. En outre, l'UNOPS a joué un rôle actif dans la prévention du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, mettant en œuvre les initiatives menées à l'échelle du système des Nations Unies tout en définissant et en appliquant également ses propres stratégies, ce qui permet de garantir que les bénéficiaires et le personnel de l'UNOPS jouissent des normes les plus élevées en matière de respect de leurs droits dans ces domaines.

72. En 2018, l'UNOPS a élargi son offre de programmes de perfectionnement des responsables. Environ 200 chefs d'équipe ont suivi le programme Leading People, et environ 80 personnes souhaitant devenir responsables ont participé au programme Leadership Foundation, récemment créé. En outre, certains hauts responsables ont suivi des programmes externes destinés aux cadres dirigeants. Ces programmes sont axés sur des thèmes tels que l'exercice inclusif de l'autorité, la diversité et l'égalité des sexes, ce qui permet de renforcer l'engagement de l'UNOPS envers l'excellence des ressources humaines en termes de compétences, de valeurs et de principes.

Tableau 4

**Objectif n° 1 de la stratégie de parité entre les sexes : atteindre les cibles de parité des sexes fixées par la stratégie applicable à l'ensemble du système des Nations Unies**

<i>Seuil par grade</i>	<i>Pourcentage de femmes (au 31 décembre 2018)</i>	<i>Nombre total de femmes parmi les fonctionnaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Nombre total de fonctionnaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Objectif</i>	<i>Échéance</i>
P-1					
P-2	46	26	57	47 %-53 %	Fin 2021
P-3	30	52	172	47 %-53 %	Fin 2021
P-4	34	44	130	47 %-53 %	Fin 2026
P-5	30	23	77	47 %-53 %	Fin 2026
P-6, D-1	35	11	31	47 %-53 %	Fin 2026
D-2	21	4	19	47 %-53 %	Fin 2026

Tableau 5

**Objectif n° 2 de la stratégie de parité entre les sexes : cibles pour une égale représentation des sexes dans le personnel de l'UNOPS, tous grades confondus**

<i>Pourcentage de femmes dans l'effectif total actuel</i>	<i>Nombre total de femmes dans l'effectif total actuel</i>	<i>Ensemble du personnel de l'UNOPS</i>	<i>Pourcentage cible de femmes dans l'effectif total actuel</i>	<i>Échéance</i>
39	1 721	4 439	47 %-53 %	Fin 2019

Tableau 6

**Objectif n° 3 de la stratégie de parité entre les sexes : cibles pour une meilleure représentation des femmes dans les grades supérieurs des fonctionnaires recrutés sur le plan international**

<i>Personnel de l'UNOPS par grade de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) ou ICSC) ou contrats de vacataire international (IICA)</i>	<i>Pourcentage de femmes par grade au 31 décembre 2018</i>	<i>Nombre total de femmes parmi les fonctionnaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Nombre total de fonctionnaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Objectif</i>	<i>Échéance</i>
ICSC 8 (P-1 + IICA-1)	50	78	155	47 %-53 %	Fin 2021
ICSC 9 (P-2 + IICA-1)	49	91	186	47 %-53 %	Fin 2021
ICSC 10 (P-3 + IICA-2)	37	211	564	47 %-53 %	Fin 2021
ICSC 11 (P-4 + IICA-3)	30	105	346	47 %-53 %	Fin 2026
ICSC 12 (P-5 + IICA-3/IICA-4)	29	31	107	47 %-53 %	Fin 2026

<i>Personnel de l'UNOPS par grade de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) ou contrats de vacataire international (IICA)</i>	<i>Pourcentage de femmes par grade au 31 décembre 2018</i>	<i>Nombre total de femmes parmi les fonctionnaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Nombre total de fonctionnaires recrutés sur le plan international</i>	<i>Objectif</i>	<i>Échéance</i>
ICSC 13 (P-6 + D-1 + IICA-4)	34	11	32	47 %-53 %	Fin 2026
ICSC 14 (D-2 + IICA-4/IICA-5)	20	4	20	47 %-53 %	Fin 2026

73. Le taux de rotation du personnel de l'UNOPS était de 21 % en 2018, en baisse par rapport aux 24 % de 2017 et aux 29 % en 2016. Le tableau 7 ci-après présente des données sur le taux de rotation du personnel ventilées par tranche d'âge et par sexe.

Tableau 7

#### **Taux de rotation du personnel de l'UNOPS par catégorie d'âge et par sexe en 2018**

<i>Tranche d'âge</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Total</i>
30 ans et moins	21 %	21 %	21 %
Entre 30 et 50 ans	20 %	18 %	19 %
50 ans et plus	22 %	28 %	27 %
Ensemble du personnel de l'UNOPS	21 %	21 %	21 %

74. En 2018, la proportion de cadres dirigeants de l'UNOPS recrutés localement (c'est-à-dire parmi les ressortissants du pays concerné) dans les principales zones d'intervention était de 17 %, comme en 2017. Les cadres dirigeants dans les principales zones d'intervention correspondent aux grades ICSC 11 et supérieurs, dans les pays où l'UNOPS a une présence physique.

75. En 2018, plus de 3 800 membres du personnel ont bénéficié de possibilités d'apprentissage, contre 2 100 l'année précédente. Quatre-vingt-douze pour cent des participants aux programmes d'apprentissage ont jugé que les programmes offerts étaient très pertinents ou pertinents. Environ 90 % des participants venaient de bureaux extérieurs et 10 % du siège ; 40 % étaient des femmes et 60 % étaient des hommes. L'UNOPS a offert une formation sur le thème de la sécurité et de la santé au travail à 392 membres du personnel (122 ont suivi une formation en ligne et 270 ont participé à une formation en présentiel). En plus des cours obligatoires sur l'égalité des sexes et sur la prévention du harcèlement, du harcèlement sexuel et de l'abus de pouvoir sur les lieux de travail, 199 membres du personnel de l'UNOPS ont bénéficié d'une formation sur les normes de conduite.

## **D. Gestion financière**

76. En 2018, l'UNOPS a fourni des services d'appui aux projets à hauteur de 1,9 milliard de dollars, contre 1,8 milliard en 2017. Le revenu net tiré des projets s'est établi à 88,1 millions de dollars, contre 89,7 millions de dollars en 2017. Les dépenses de gestion se sont élevées à 59,1 millions de dollars contre 67,8 millions l'année précédente. Les dépenses de gestion représentaient 3,2 % du montant des projets exécutés, contre 3,7 % en 2017. Les recettes accessoires se sont établies à 1,8 million de dollars (contre 2,4 millions de dollars l'année précédente). Les intérêts créditeurs ont atteint 14,5 millions de dollars, contre 14,6 millions de dollars en 2017. Il a résulté de tout cela un excédent net des revenus par rapport aux dépenses, après provisions, d'un montant de 38,4 millions de dollars (par rapport à 29,0 millions de dollars en

2017). À la clôture de l'exercice 2018, la réserve opérationnelle de l'UNOPS était toujours supérieure au minimum prévu par le Conseil d'administration.

77. Une réévaluation actuarielle des prestations de cessation de service devant être versées par l'UNOPS indique qu'à la fin 2018, ces prestations étaient supérieures d'environ 1,6 million de dollars à leur niveau de la fin de l'année 2017. Cela s'explique par un gain actuariel de 2,6 millions de dollars ainsi que par des provisions supplémentaires réalisées par l'UNOPS au cours de l'exercice.

78. Les dépenses, les recettes et le solde de la réserve pour l'exercice 2018 sont calculés à titre préliminaire par l'UNOPS et peuvent être sujets à modification. Ils doivent encore être vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies.

---